

Elevages  
9, rue du sabot  
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 08/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**EURL BREIZH OVO**

26 RUE DE LA CHAPELLE CADELAC  
22600 Loudéac

Références : [VD/2024/11/26/02](#)  
Code AIOT : 0052215474

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2024 dans l'établissement EURL BREIZH OVO implanté FORGE 22320 Plussulien. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EURL BREIZH OVO
- FORGE 22320 Plussulien
- Code AIOT : 0052215474
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Élevage avicole autorisé par arrêté préfectoral en date du 28 janvier 2009, pour une capacité de 86 880 emplacements de poules pondeuses.

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Installations électriques et techniques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande d'action corrective	4 mois
12	Forages	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II – 3.3.4	Demande d'action corrective	4 mois
13	Forages	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II-5	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier	Arrêté Préfectoral du 28/01/2009, article 1	Sans objet
2	Tenue du registre des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Sans objet
3	Propreté des locaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet
4	Étanchéité des bâtiments	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I	Sans objet
7	Déclaration annuelle des flux d'azote	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2	Sans objet
8	Collecte des eaux de pluie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	Sans objet
9	Stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	Sans objet
10	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Sans objet
11	Respect de prescriptions spéciales ou particulières	Arrêté Préfectoral du 28/01/2009, article 3.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Absence de défense externe contre l'incendie et de mise en place de mesures correctives suite au contrôle des installations électriques.

Protection de la tête du forage à revoir.

Vigilance concernant la gestion des eaux de pluies aux abords du hangar de stockage des fientes.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 :** Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/01/2009, article 1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est autorisé à exploiter, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole d'une capacité maximale de 86880 animaux équivalents en présence simultanée, répartis comme suit : 86 880 poules pondeuses (œufs de consommation).
<b>Constats :</b>

<b>Conforme</b> : 86106 poules pondeuses mises en place.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite

**N° 2 : Tenue du registre des risques**

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
<b>Thème(s)</b> : Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables, sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.
<b>Constats :</b>  <b>Conforme.</b>
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite

**N° 3 : Propreté des locaux**

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
<b>Thème(s)</b> : Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs, ainsi que pour en assurer la destruction.
<b>Constats :</b>  Dératisation : <b>Conforme.</b>
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite

**N° 4 : Étanchéité des bâtiments**

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I
<b>Thème(s)</b> : Élevage, Pollution accidentelle
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sols des enclos, « des volières, » des vérandas et des bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.  A l'intérieur des bâtiments d'élevage, de la salle de traite et de la laiterie, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition n'est pas applicable aux enclos, « aux volières, » aux vérandas et aux bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.

Les aliments stockés en dehors des bâtiments, à l'exception du front d'attaque des silos en libre-service et des racines et tubercules, sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.
<b>Constats :</b>  <b>Conforme.</b> Toutefois, il convient de rester vigilant au niveau de la jonction des convoyeurs de fientes en sortie de poulailler, pour éviter les entrées d'eaux pluviales. M. LE MENN a indiqué que des réaménagements allaient être entrepris.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Défense contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.  A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m <sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.  Ces moyens sont complétés : - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.  Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.  Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.  Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.  Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
<b>Constats :</b>

<b>Conforme</b> : extincteurs et consignes et numéros d'appel d'urgence <b>Non conforme</b> : absence de défense externe contre l'incendie.
<b>Type de suites proposées</b> : Avec suites
<b>Proposition de suites</b> : Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais</b> : 6 mois

#### N° 6 : Installations électriques et techniques

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
<b>Thème(s)</b> : Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée</b> :  Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.  Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
<b>Constats</b> :  Contrôle des installations électriques : <b>Conforme</b> . Absence d'actions correctives suite au contrôle des installations électriques : <b>Non Conforme</b> .
<b>Type de suites proposées</b> : Avec suites
<b>Proposition de suites</b> : Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais</b> : 4 mois

#### N° 7 : Déclaration annuelle des flux d'azote

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2
<b>Thème(s)</b> : Élevage, Pollution diffuse
<b>Prescription contrôlée</b> :  PAR 7 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article.
<b>Constats</b> :  Déclaration des flux 2023 <b>Conforme</b> .

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Collecte des eaux de pluie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle/DN
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Conforme.</b></p> <p>Il convient cependant de préciser que le hangar de stockage des fientes se situe sur le point bas du terrain en limite d'une zone humide.</p> <p>Le jour de l'inspection de l'eau qui ne peut visiblement pas s'évacuer est présente autour du bâtiment. Le hangar de stockage des fientes est plein, cependant visuellement le travail des fientes en maturations semble bien s'opérer et il n'y a pas visuellement de remontées d'eau au niveau de la dalle du hangar.</p> <p>M. LE MENN a indiqué être conscient de cette problématique concernant l'évacuation des eaux de pluies et réfléchir aux aménagements envisageables afin de faciliter l'évacuation de ces eaux.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Au regard des travaux entrepris pour la gestion des eaux de pluie et de ruissellement, le cas échéant, il conviendra de notifier les aménagements envisagés et notamment les services de la DDTM si la zone humide doit être impactée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Stockage des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets de l'exploitation, et notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.</p> <p>En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.</p> <p>Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur.</p> <p>Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<b>Constats :</b>

Équarrissage <b>Conforme.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Émissions atmosphériques d'ammoniac**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »</p> <p>Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Déclaration GERE <b>Conforme.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Respect de prescriptions spéciales ou particulières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/01/2009, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, prescriptions spéciales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m3, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Conforme.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Forages**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II – 3.3.4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Protection tête de forage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>3.3.4 - La protection de la tête</p> <p>Quelle que soit la destination de l'ouvrage, la protection de la tête du forage assure la continuité avec le milieu extérieur de l'étanchéité garantie par la cimentation annulaire et doit empêcher les infiltrations.</p> <p>Les eaux de ruissellement sont évacuées vers l'extérieur de l'ouvrage par des caniveaux.</p>



La protection de la tête du forage comprend une « dalle de propreté », en béton de 3 m<sup>2</sup> minimum, centrée sur l'ouvrage, et de 0,30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage.

La tête de forage est fermée par un regard muni d'un couvercle amovible fermé à clé, scellé sur la margelle et s'élevant au moins à 0,50 m au-dessus du terrain naturel.

L'ensemble limite le risque de destruction du tubage par choc accidentel et empêche les accumulations d'eau stagnante à proximité immédiate de l'ouvrage.

**Constats :**

**Non Conforme :** Dalle de propreté et couvercle à revoir. Absence de dispositif de fermeture à clé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 mois

**N° 13 : Forages**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II-5

**Thème(s) :** Élevage, Protection de l'ouvrage

**Prescription contrôlée :**

En complément de l'arrêté du 11/09/2023 modifié : une zone de protection clôturée de 5 m x 5 m est établie autour de la buse. Elle est exempte de toute source de pollution.

**Constats :**

**Non Conforme :** zone de protection clôturée à mettre en place.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 mois